



## Les Transports Urbains du Grand Reims



Pour une gestion où chaque euro dépensé  
ira au transport et au service du plus grand nombre

### LA RENTREE SERA SOCIALE

Reims, le 08 Septembre 2022

#### UN VOTE ET APRES ?

Le vote du Conseil Communautaire du 30 Juin dernier entérine une fois de plus **la logique du moins disant social** en faisant appel à la relance d'une Délégation de Service Public.

L'intersyndicale CGT, Ugict-CGT et Solidaires **s'est rencontrée cet été** pour faire un point au sujet de ce vote et évoquer les possibles suites à donner. Notre constat est clair, l'intersyndicale a œuvré avec l'ensemble des grévistes, des politiques pour qu'un débat ait lieu sur le territoire sur le futur mode de gestion suite à la résiliation. **La majorité communautaire a tout fait pour éviter ce débat** y compris avec vos représentants. Inutile de rappeler que notre dernière demande de rencontre **a été déclinée**. Ainsi, l'intersyndicale a décidé de poursuivre la démarche unitaire engagée depuis septembre 2021.

Nous affirmons sans ambages que la démocratie a été bafouée. Si l'opposition communautaire a essayé de renverser ce vote en reprenant nos arguments, les Maires des 143 communes ont presque voté **aveuglément** comme un seul homme. Ont-ils au moins compris l'enjeu ? Nous en doutons sérieusement. Il suffit de les rencontrer dans nos villages et villes et de leur demander les raisons de leurs votes, leurs réponses sont déroutantes !

Il appartient à chacun **d'entre nous de les interpeller !** Faisons-le ! Ne les laissons pas faire n'importe quoi s'agissant de notre service public.

#### QUELLES FONDATIONS POUR CETTE FUTURE DSP ?

Dans les jours à venir, un prochain vote **d'une importance capitale** aura lieu. Au-delà du vainqueur qui remportera le gâteau, il sera surtout question pour la collectivité de redéfinir **le prix de cette DSP bis**, cette fois sur un territoire au maillage bien plus large. **Ce prix** imputera inévitablement le niveau de service offert, notre niveau et conditions sociales. A ce sujet, il est important de le rappeler ; **c'est la négociation entre Grand Reims et les différents groupes qui fera le prix**. Celui qui affichera le prix le plus bas sera l'heureux élu. Certains sont convaincu que le jeu de la concurrence est vertueux pour le service public, certainement pas nous. **C'est donc loin d'être fini !**

La nécessité d'avoir plus d'« agilité » et le « plus d'ajustement » exprimé et souhaité par la Présidente du Grand Reims ne doit d'aucune façon faire basculer notre service public **dans les travers de l'extrémisme libéral**. Autrement dit un service qui permettrait injustement de détricoter un transport actuel fonctionnel au profit d'un autre qui ne porte pas son nom. Et beaucoup moins soucieux de l'intérêt général celui-là.

#### GRAND REIMS MET LA CHARRUE AVANT LES BOEUF

Un calendrier de lancement de cette nouvelle DSP est sorti du chapeau bien avant le vote du dit « conseil communautaire du 30 juin dernier » **bafouant ainsi toutes les règles démocratiques**. Ce calendrier nous apprend que la remise des offres des différents groupes est figée à mi-décembre **sans que l'on ne connaisse la moindre construction du cahier des charges**.

Comme si celui-ci n'existait pas, **ou pire** encore serait dans les tiroirs de Grand Reims depuis belle lurette.

**Le temps presse et joue contre nous** à la compréhension de ce calendrier. L'intersyndicale a déjà fait partir par courrier une demande de rencontre avec les principaux interlocuteurs et Madame la Présidente de Grand Reims. **Nous exigeons une entrevue, et ce, dès le début Septembre.** Le cahier des charges ne doit pas être écrit et lancé sans prendre en considération nos revendications sous peine de relancer **la machine à grève !** Nous y sommes prêts.

### **LES PAROLES S'ENVOLENT, LES ECRITS RESTENT**

Nos principales revendications demeurent les suivantes :

- **Maintien de tous nos accords d'entreprises et usages au-delà du cadre légal des 3+12 mois**
- **De nouveaux droits au titre de la représentation des salariés**
- **Pas de modèle économique faisant peser sur l'exploitant et donc sur les salariés une garantie des recettes tarifaires, pas de modèle sous forme de bonus/malus**
- **Ecarter les formes de gestion type Kéolis qui par un mécanisme spolie l'argent public empêchant toute participation au bénéfice pour les salariés**
- **Niveau de sous-traitance à Iso zéro d'aujourd'hui**
- **Aucune baisse de l'offre sur le périmètre historique de Reims Métropole**
- **Augmentation de l'offre sur les nouvelles dessertes et pas au moins disant social comme c'est le cas actuellement avec RATP Dev**
- **Reprises des salariés Alstom avec maintien de leur rémunération et accords plus avantageux**
- **Rejet des accords groupe qui inversent la hiérarchie des normes (Transdev) au détriment du dialogue social local.**

### **LE SERVICE PUBLIC N'A PAS DE PRIX**

Cet été, nous avons déjà connu les prémices d'une baisse de l'offre. Le Grand Reims a exigé de réduire la voilure emboitant ainsi le pas sur son projet pour « **apaiser le centre-ville** ». Cela a eu pour conséquence de détruire nos conditions de travail déjà largement éprouvées d'ordinaire en période estivale. Pour nos usagers, c'est une dégradation du service rendu. Déshabiller Pierre pour habiller Paul **reste le leitmotiv pour notre collectivité.**

Nous devons toutes et tous intervenir pour dire non à ce principe issu de la loi d'airain. Ce ne sont pas quelques LHNS ici ou là qui compenseront la perte de fréquentation si la collectivité décide de nous envoyer nous ou d'autres d'ailleurs dans la pampa. **L'expérimentation du TAD à Fismes, Ville en Tardenois, Suippes est une gabegie financière qu'il nous faut dénoncer,** même gratuit, personne ne fréquente ce transport.

Pour l'intersyndicale, le moteur de notre capacité à construire un réseau de qualité existe bel et bien, c'est Reims et sa proche couronne sans oublier pour autant les autres communes. **C'est aux habitants de ces villages à s'approprier la question du transport dans le cadre d'une intermodalité respectueuse de l'environnement et soucieuse des financements publics.**

Madame VAUTRIN doit nous entendre également sur les problématiques d'un futur réseau construit intelligemment. **On nous vante d'être les professionnels mais quand sommes-nous entendus ?**